Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations franco-algériennes, la situation en Libye, au Mali et en Syrie et sur le conflit israélo-palestinien, à Alger le 29 mars 2016.

2016-03-29

J'ai été très heureux de revoir le président Bouteflika et d'aborder avec lui les relations franco-algériennes. J'ai pu me féliciter, devant lui, de la qualité de ces relations, des conséquences très positives de l'initiative que le président Bouteflika et le président Hollande ont eue lorsque la France et l'Algérie ont décidé de ce partenariat d'exception pour nos deux pays. Et j'ai pu constater, depuis mon arrivée ici, que ce n'était pas qu'une formule. Que l'accueil, à la fois de mon homologue et du Premier ministre, est extrêmement chaleureux, constructif, direct, et qu'on aborde toutes les questions, même celles qui peuvent faire débat.

Avec le président Bouteflika, j'ai souligné l'importance de cette relation entre la France et l'Algérie, que nous souhaitons durable. Et je crois que la manière dont nous abordons, notamment, le rapport à notre passé, notre passé commun, de façon, j'allais dire, sereine, est la bonne façon d'aborder les questions de l'avenir. J'ai adressé au président Bouteflika un message du président Hollande, message qui d'ailleurs était contenu dans son discours du 19 mars. C'est un message qui tournait notre relation vers l'avenir, et je crois que c'était un message fort, qu'il faut entendre, même si parfois cela donne lieu à des critiques, notamment en France. Nous avons pu, avec le président Bouteflika, aborder toutes les grandes questions, notamment régionales, la question libyenne.

Nous sommes sur les mêmes approches, c'est-à-dire l'urgence à ce que se constitue un gouvernement d'unité nationale reconnu par la communauté internationale et installé à Tripoli en toute sécurité. Il y a vraiment urgence à ce que cet objectif soit mis en oeuvre très vite, pour la sécurité d'abord de la Libye elle-même, pour l'attente du peuple libyen, mais aussi pour la sécurité de la région. Je pense à l'Algérie, je pense à la Tunisie, bien sûr, et à d'autres pays voisins comme le Niger et l'Égypte.

Nous avons parlé du Mali. J'ai pu saluer l'accord d'Alger, qui est une bonne approche pour aider le Mali à stabiliser sa situation. Maintenant, évidemment, nous avons pu constater

ensemble qu'il est nécessaire que cet accord soit mis en oeuvre le plus rapidement possible. Nous allons continuer à conjuguer nos efforts pour y contribuer.

J'ai souhaité aussi aborder, bien sûr, la question de la lutte contre le terrorisme, contre Daech. Nous avons beaucoup de coopération, en la matière, bilatérale en particulier.

Mais j'ai aussi abordé le dossier syrien et la nécessité d'un accord de paix, car le processus politique, qui aujourd'hui a redémarré, est une obligation si nous voulons sortir de cette situation insupportable pour le peuple syrien et arriver à mettre en place des institutions qui évitent le chaos qu'on a pu connaître en Irak et que l'on connaît aujourd'hui en Syrie.

Et puis aussi, j'ai souhaité informer le président Bouteflika de l'initiative que la France a prise de relancer le processus de paix au Proche-Orient. La situation devient explosive, elle conduit à la désespérance et à la violence et l'engrenage de la violence peut conduire à l'explosion face à ce vide du point de vue de l'initiative politique. Il faut aller vers la constitution de deux États, l'État d'Israël et l'État de Palestine et il fallait reprendre l'initiative politique, c'est ce qu'a voulu la France. J'ai multiplié les démarches, notamment en direction des pays arabes. Je suis allé au Caire où j'ai rencontré la Ligue arabe. Je sais que la conférence islamique à Djakarta s'est prononcée aussi favorablement, que le gouvernement algérien y est très attaché également, le président Bouteflika l'a rappelé. Et puis j'ai pu récemment m'entretenir avec mon homologue américain, John Kerry, pour montrer que nous avons besoin de toutes les forces, que nous souhaitons aussi associer le maximum de pays à ce processus et, bien sûr, en premier lieu, les pays membres permanents du conseil de sécurité.

Voilà les points que nous avons abordés. J'ai transmis un message du président Hollande, un message d'amitié, de confiance. Et puis le président Bouteflika m'a chargé aussi de faire part au président François Hollande d'un message de même teneur avec le souhait commun que nous avons, que la prochaine réunion, qui aura lieu ici le 10 avril, du comité intergouvernemental de haut niveau, qui a été mis en place depuis la première visite du président Hollande ici, en accord avec le président Bouteflika, soit aussi un succès. Il faut que nous avancions dans la coopération bilatérale et en particulier sur les dossiers économiques. J'espère que plusieurs signatures interviendront car beaucoup de choses sont prêtes. Nous pouvons encore accélérer, dans les domaines économique, de la formation professionnelle et de la culture aussi. Je crois qu'il y a beaucoup de choses à faire ensemble. Et mon impression, puisque j'avais coprésidé avec le Premier ministre Sellal le premier comité intergouvernemental en 2013, est que les choses avancent bien et qu'elles se consolident peu à peu, et que nous avons la volonté commune de les renforcer encore davantage pour que, entre l'Algérie et la France, ce sont des perspectives d'avenir qui soient aussi des repères pour les jeunes générations. Car la jeunesse, qu'elle soit française ou algérienne, a besoin d'avoir des perspectives concrètes et de véritables espérances.

Merci.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 7 avril 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/198463-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et